



HAL
open science

La mémoire du franquisme : un “ passé qui ne passe pas ” ?

Stéphane Michonneau

► **To cite this version:**

Stéphane Michonneau. La mémoire du franquisme : un “ passé qui ne passe pas ” ?. La Documentation française, 2009. hal-01674033

HAL Id: hal-01674033

<https://hal.science/hal-01674033v1>

Submitted on 1 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La mémoire du franquisme : un « passé qui ne passe pas » ?

Stéphane Michonneau
Casa de Velázquez

Comme d'autres pays, l'Espagne semble malade de son passé. Rien d'original dans ce constat qu'Henry Rousso a dressé en d'autres temps pour la France et sa relation à Vichy. Depuis 1990, la vague mémorielle a submergé la vie politique espagnole et il ne se passe pas un jour sans que les quotidiens ne se fassent l'écho des difficultés qu'ont les Espagnols à assumer les fantômes de la guerre civile et, plus récemment encore, ceux de la répression franquiste. De nombreux lieux de mémoire du franquisme demeuraient jusqu'il y a peu en place et leur démantèlement est encore l'objet de conflits politiques aigus.

L'Espagne : un cas exceptionnel ?

La société espagnole est persuadée du caractère exceptionnel que revêt la mémoire de ces événements alors que sa situation est comparable aux nombreux pays ayant connus un déchirement interne grave : les Etats-Unis, la Grèce, l'Italie, le Guatemala, El Salvador. D'abord, la mémoire de la Guerre d'Espagne est celle d'un événement supposé traumatique. Cette impression est fondée sur un préjugé qui considère les guerres civiles plus meurtrières et terribles que les conflits classiques en ce qu'elles divisent une communauté prétendument unie. Le vocable de « guerre fratricide » en dit long sur cette perception. De plus, la mémoire du conflit permet de revivifier une lecture simpliste de l'histoire du pays qui voudrait que s'opposent éternellement « deux Espagnes ». Les historiens ont attiré l'attention sur le simplisme de cette approche binaire.

Un autre trait que l'Espagne partage avec la plupart des pays ayant vécu longtemps sous le joug d'une dictature qui produisait un discours historique particulièrement cohérent et oublieux des diversités du pays est de prêter à la mémoire une valeur de vérité supérieure à l'histoire. Nulle part mieux qu'ici s'exerce le poids des témoins sur une historiographie relativement jeune et toujours assez politisée. De là vient que les silences entretenus sur la Guerre soient souvent interprétés en termes d'oubli, produit d'un soi-disant complot ourdi contre la mémoire des victimes. En fait, la théorie du « pacte d'oubli » défendue par les promoteurs de la mémoire néo-républicaine et largement relayée par les médias participe d'un procès dressé contre les élites de la transition démocratique.

Dans ces conditions d'hypermnésie, il est difficile de réfléchir froidement aux implications de la mémoire et aux relations forcément complexes que cette dernière entretient avec l'histoire espagnole. De fait, la mémoire est un objet d'histoire récent, et souvent uniquement appréhendé sous l'angle des usages politiques du passé. En Espagne, c'est principalement la question des nationalismes qui a suscité le développement d'une histoire de la mémoire comprise comme celle d'un instrument de configuration et de divulgation du passé national. Dans ce cadre, l'étude des politiques de mémoire, notamment en Catalogne et au Pays basque, ont éclairé d'un jour nouveau la nature de la nationalisation des Espagnols. On peut donc dire que la vague mémorielle qui surgit à partir de 1996 prit de court la plupart des intellectuels espagnols qui sont restés étrangers aux débats survenus en

France, en Allemagne ou en Italie autour de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Encore aujourd'hui, rares sont les intellectuels qui critiquent la notion de « mémoire historique » qui, en dépit de sa fragilité épistémologique, s'est imposée dans le débat public. Malgré l'absence de connaissances approfondies des phénomènes mémoriaux, de leurs acteurs et de leurs motivations, il est toutefois possible de brosser à grand trait les trois étapes de l'histoire de la mémoire de la Guerre civile et du franquisme. : un temps de bruit et de fureur sous le premier franquisme jusque vers 1965 ; un temps de silence pendant le tardo-franquisme et la Transition démocratique puis, à nouveau, un bruit assourdissant depuis le milieu des années 1990.

En organisant l'oubli des politiques de mémoire précédentes (catalaniste, républicaine, libérale, etc.), le premier franquisme a considéré l'Espagne comme une page blanche sur laquelle un nouveau roman national pouvait être écrit. Ainsi, l'organisation de l'oubli fut indissociable de la promotion d'une politique de mémoire spécifique, trait que le franquisme empruntait à la dictature de Primo de Rivera (1923-1930). Parallèlement, le régime s'employait à mettre en place les repères d'une nouvelle mémoire dont certains aspects les plus spectaculaires ont été décrits récemment : monuments aux morts dit aux « Caídos », construction de El Valle de los Caídos, intensification de fêtes nationales comme le Jour de la Race, etc. Il est vrai que ces recherches ont surtout participé au débat historiographique sur la nature du régime dictatorial et les liens entre nationalisme et catholicisme.

En dépit de son contenu volontiers fasciste, le premier franquisme ne fut pas nécessairement le tournant que l'on suppose car il était une réponse aux politiques de mémoire qui l'avait précédé. En effet, il faut remarquer que le régime ne remit jamais en doute ni le postulat d'une efficacité du monument, ni la nécessité de la commémoration, ni les gestes essentiels qui composent ce rite social depuis que la commémoration avait dû encadrer les masses, ni la géographie de la mémoire définie avant lui. Il ne promut pas non plus d'esthétique si différente de celle que la première dictature et la République avaient développée.

Pour répondre à la nécessité de consolider un régime dépourvu de légitimité démocratique, les premiers monuments franquistes furent de nature héroïques. La Guerre civile, il faut le souligner, fut constamment commémorée comme le point de départ d'une nouvelle Espagne. Certes, cette mémoire obsédante n'offrait qu'une seule version du conflit et rejetait dans l'exil les autres interprétations en cours. Ainsi, les Espagnols furent entretenus dans la croyance d'un bombardement républicain de Guernica et la vérité historique largement divulguée à l'étranger ne connut que peu d'écho à l'intérieur du pays. La mémoire de la Guerre civile jouissait d'une forme de consensus imposé qui liait démocratie et guerre civile. Quant aux mémoires des vaincus, la répression les confina dans les cercles étroits de la mémoire individuelle ou familiale. Leur fragmentation empêcha longtemps d'atteindre le degré de cohérence narrative nécessaire à leur projection dans l'espace public.

Cependant, le régime se « défascisait » et la célébration des « Vingt-cinq années de paix » en 1964 marqua un tournant. Si la Guerre Civile ne constituait plus la pierre de touche de la politique de mémoire franquiste, c'est que la paix justifiait désormais le régime et que la

prospérité économique, le progrès, s'érigeaient en nouveaux repères : en ce sens, les inaugurations de barrage ou de bâtiments publics tendirent à substituer efficacement le culte héroïque tombé en désuétude, sauf dans les cercles les plus néo-fascistes. Il faut dire que ce tournant correspondit au progrès de l'historiographie de la Guerre civile au Royaume-Uni (Hugh Thomas, *The Spanish Civil War*, 1961 ou Herbert Southworth, *The Myth Of Franco's Crusade*, 1962) et en France (Pierre Broué et Émile Témime, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, 1961) qui força le régime à édulcorer son interprétation des événements : à la thèse de la « guerre de libération » contre l'oppression marxiste se substitua celle d'une catastrophe dont tous les Espagnols étaient les responsables.

Pour expliquer le tournant des années soixante, il faut encore évoquer la formation d'un front d'opposition au franquisme, notamment dans les milieux estudiantins entre 1956 et 1965, deux dates importantes de la révolte universitaire à Madrid et à Barcelone. Dans ce cadre surveillé, les enfants du régime se rebellèrent contre les injustices sociales de la dictature : ils rencontrèrent l'opposition des enfants de républicains et l'assentiment d'une partie des catholiques. Ce front d'opposition unissait une même jeunesse et profitait du mécontentement du monde ouvrier qui s'affirmait depuis 1953. Pour notre sujet, il est essentiel de souligner que l'union des oppositions reposait sur une condition : le silence sur la Guerre civile qui avait divisé les pères. On a souvent caractérisé cette époque par une expression erronée, celle du « pacte d'oubli » que les futures élites de la jeune démocratie espagnole auraient scellé pour favoriser la résistance à la dictature puis, après 1975, la réconciliation politique. En fait, il serait plus juste de parler d'un « pacte de silence » c'est-à-dire d'un accord implicite pour ne pas exploiter politiquement les rancœurs du passé.

C'est bien ce pacte qui est au fondement de la Transition démocratique, alors que toute une génération de républicains exilés rentraient en Espagne, forts d'une mémoire de résistance forgée dans l'exil. L'interprétation dominante faisait de la Guerre civile un « conflit fratricide » où les horreurs s'équivalaient, de sorte que Felipe Gonzalez, chef du gouvernement socialiste à partir de 1982, alla jusqu'à reconnaître la valeur du sacrifice des combattants nationalistes. Pour autant, il ne s'agit pas d'oubli : la Guerre civile ne cessa d'occuper les esprits, notamment les lectures de journaux et d'ouvrages en tout genre. En fait, les choix qui présidèrent aux orientations politiques de la Transition ne peuvent se comprendre sans rendre compte de l'obsession que représentait le risque, - probablement très surévalué par les acteurs politiques eux-mêmes -, d'une nouvelle guerre civile. Le régime démocratique n'eut d'autres obsessions que de souligner le prix de la paix civile afin de rejeter la violence en tant que mode de résolution des conflits. Parallèlement, le souvenir obsédant de la Guerre Civile se conjugua aux cultes à la jeune démocratie (anniversaire de la Constitution de 1978) et à Juan Carlos.

Le pacte de silence dura jusqu'au milieu des années 1990. Les chercheurs ont désormais cerné avec précision les raisons de ce nouveau virage des politiques de mémoire : les élections de 1996 furent un facteur déclanchant dans la mesure où le PSOE ralluma le souvenir de la Guerre pour tenter de combattre la montée au pouvoir du Parti Populaire. Le sixième anniversaire du coup d'Etat de 1936 et les retrouvailles de l'Espagne avec les vieux brigadistes sont une autre raison. L'usure de la Transition démocratique qui avait accouché de nombreuses corruptions est une troisième cause fondamentale. Mais parmi le faisceau des éléments qui permettent de rendre compte de cette évolution, il en est un qui a

souvent échappé aux observateurs parce qu'elle inscrit l'histoire de la mémoire espagnole dans son contexte européen ou même occidental : c'est la montée en puissance depuis les années 1960 des revendications victimaires qui coïncident en partie avec ce qu'Annette Wiewiorka a dénommé « l'ère des témoins ». Alors qu'au début des années 1990 s'exprimait une littérature sensible au thème de la mémoire traumatique partout en Europe (*Shoah*, post-communisme), la Guerre Civile fut élevée au premier rang des tragédies du XXe siècle. En réalité, le sens de lecture de ce trauma dont le discours construisait le caractère originel évoluait au cours du temps : on passait insensiblement d'une mémoire des conflits des années 1936-1939 à celle de la répression postérieure à 1939, surtout celle menée dans la zone républicaine reconquise. Cependant, l'éclosion des mémoires traumatiques ne s'accompagna pas en Espagne d'une judiciarisation de mémoire à la différence notable des grands procès contre les anciens collaborateurs en France et en Italie. En effet, la loi d'amnistie de 1977 bloquait tout recours judiciaire, une mesure confirmée lorsque le juge Garzón tenta de rouvrir cette voie en octobre 2008. Ainsi, la mémoire des victimes du franquisme demeura une mémoire souffrante, revendicatrice, incapable d'incarner la réconciliation sociale que prêchait la Transition. C'est pourquoi l'expression de la mémoire des victimes, au lieu de calmer le jeu des mémoires conflictuelles en dessinant les voies d'une reconnaissance sociale, ne put que l'aviver.

Le mouvement dit de « récupération de la mémoire historique » se structura au début des années 2000. En 1999, la commémoration du soixantième anniversaire de la fin du conflit mit en lumière l'extrême brutalité du système répressif du franquisme : les adoptions illégales des "enfants volés" à leurs parents républicains confiés à des institutions religieuses peu regardantes : le travail forcé des "esclaves de Franco", ce demi million de prisonniers républicains qui, dans la centaine de camps de concentration récemment répertoriés, travaillèrent dans des conditions inhumaines au profit du régime et d'entreprises florissantes ; ceux qui vécurent 40 ans emmurés et qu'on appela "les topos" [de *tapar*, cacher], pris dans la souricière d'un régime qui ne conçut jamais le moindre pardon sinon l'implacable anéantissement des démocrates ; les femmes, fréquemment violées et battues, dans des prisons dont on ignorait jusqu'à l'existence, etc. Mais l'expression la plus marquante de ce mouvement fut sans conteste l'ouverture des fosses communes de la répression : même si les exhumations avaient commencé dès 1971, celle d'octobre 2000 à Priaranza del Bierzo dans le León fit date. Sous l'égide de Emilio Silva, fondateur la même année l'Association pour la récupération de la mémoire historique, la question des vaincus de la Guerre civile occupa rapidement le débat politique. Comme l'explique Danielle Rozenberg, la réalité du mouvement est multiforme : phénomène de réappropriation mémorielle global, exigence de justice issue de la société civile, contestation d'une confiscation symbolique de l'espace public à la gloire des vainqueurs de la guerre sous le franquisme mais aussi appel à multiplier les cérémonies publiques de réparation des victimes.

Ces initiatives déséquilibraient les comptes morbides des massacres de la Guerre civile. Plus encore, elles remettaient en cause l'une des clés de la stabilité politique de la Transition : en effet, la réussite de la Transition dépendait de la continuité au pouvoir des élites franquistes converties au pluralisme politique. Dans ces conditions, l'opposition exigea l'amnistie des prisonniers politiques, obtenue en 1977, sans jamais même évoquer la

possibilité de constituer une commission de la vérité. L'acceptation de la part des partis de gauche du cadre de la monarchie conservatrice impliqua une renonciation douloureuse aux mythes des deux républiques (1873-1874 et 1931-1939) et à leurs symboles. La démocratie prit alors le risque de tourner le dos aux seules expériences démocratiques qu'avait jamais connues le pays. En somme, la Transition préféra le culte à la monarchie au culte à la démocratie. Les exhumations s'efforçaient donc de renouer la chaîne des temps entre la Seconde République et la démocratie actuelle en dénonçant le compromis monarchique de la Transition. Une fois encore, le tournant fut préparé par de nombreux travaux historiques qui demeuraient paradoxalement inconnus du grand public : l'histoire de la Guerre civile connut un renouvellement de ses perspectives et dès le début des années 1990, l'historiographie du franquisme prit son envol. Dans la mesure où il prétendait situer au coeur de la démocratie les valeurs des vaincus, le mouvement de « récupération » fut l'objet d'une polémique intellectuelle sur le sens à accorder à la mémoire dans l'écriture de l'histoire, notamment entre Santos Juliá (l'ouvrage *Víctimas de la guerra civil*, 1999) et Francisco Espinosa (*La columna de la muerte : el avance del ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, 2003).

Parallèlement à l'avalanche d'expositions, d'émissions de télévision, de publications ou d'essais sur la mémoire des vaincus, le Parti Populaire ouvrit la voie d'une sorte de "révisionnisme" historique qui tâchait de réévaluer positivement la dictature à la lumière, notamment, du miracle économique qu'avait connu le pays. Cette politique se manifesta par le retour d'un nationalisme étroit et la relecture unitaire du passé de l'Espagne. Concrètement, elle justifia le rejet au Parlement de voter la condamnation officielle du coup d'Etat du 18 juillet 1936 jusqu'au 20 novembre 2002, soit vingt-sept ans après la mort de Franco! Pour bon nombre d'Espagnols, cet espagnolisme à outrance marqua un point de non-retour : le prix de l'amnistie ne compensait désormais plus le coût de l'amnésie. Ces circonstances politiques expliquent que le PSOE fit de la loi sur la mémoire historique l'un des cheval de batailles de sa reconquête du pouvoir en 2004. En cela, José Luís Zapatero suivaient l'exemple des régions autonomes - Catalogne, Pays basque, Andalousie - qui avaient depuis plusieurs années mis en place des procédures d'indemnisation aux victimes de la répression franquiste.

La loi dite de la « mémoire historique » votée en décembre 2007 tenta de fermer les blessures de cette crise mémorielle. Les revendications portées par les associations de victimes étaient nombreuses : « le regroupement des archives de la guerre civile et de la répression ainsi qu'un accès libre à ces fonds actuellement dispersés ; l'indemnisation des anciens prisonniers et d'autres exclus des réparations comme les maquisards ou les travailleurs forcés ; l'octroi de pensions aux "enfants de la guerre" contraints de s'expatrier avec leurs familles et celui de la nationalité espagnole aux descendants de l'exil républicain ; la restitution des biens confisqués pour des motifs politiques ; la prise en charge par les autorités des exhumations de fosses et l'identification des "disparus" ; l'annulation des jugements sommaires prononcés par les tribunaux franquistes, le retrait des symboles franquistes de l'espace public » résume Danielle Rozenberg. La loi déclara injustes les condamnations et les sanctions subies par les victimes. Elle octroya des pensions aux orphelins de prisonniers, aux travailleurs forcés et aux « enfants de la guerre ». Elle incita les pouvoirs locaux à retirer de la voie publique les monuments commémoratifs franquistes.

Une loi sur les archives visa à regrouper à Salamanque les « papiers de la guerre » via la création d'un Centre documentaire de la mémoire historique. À propos des fosses, la loi prévoyait la collaboration des autorités publiques à l'exhumation des corps. Toutefois, la loi comprit des limites : elle refusa d'envisager l'annulation des sentences des tribunaux militaires ou même la révision de leur jugement, la réhabilitation ne pouvant être qu'individuelle et n'ouvrant pas droit à l'indemnisation. Elle refusa d'ouvrir la boîte de Pandore des indemnisations économiques qui pouvaient atteindre des sommets inégalés. Enfin, elle bloqua tout processus de judiciarisation par l'éventuelle qualification de crime général contre l'Humanité que les associations de victimes cherchent encore à obtenir auprès d'organismes internationaux comme l'ONU ou le Conseil de l'Europe. Ainsi, la solution d'une Commission de la vérité fut définitivement écartée. Malgré ses manques, il ne fait pas de doute que la loi de « la mémoire historique » marque un nouveau tournant et amorce probablement une ère de détente dans la crise de mémoire que le pays traverse.

Enfin, l'Espagne, comme la France, a choisi la promulgation d'une loi mémorielle dont le caractère hétéroclite frappe l'observateur. Mais son succès dépend du consensus qu'elle est susceptible de construire : or, dans le cas espagnol, il n'existe pas de « roman national » susceptible de tenir ensemble tous les acteurs de la Guerre civile et du franquisme. En effet, la mémoire néo-républicaine tente d'assimiler les victimes du franquisme à celle du nazisme en érigeant la *Shoah* en patron de la victimisation. Dans l'usage qu'en font les journaux espagnols (et certains historiens), le terme « holocauste » en vient à désigner aussi bien la destruction des Juifs d'Europe que celle des Républicains espagnols. Le système concentrationnaire franquiste que les historiens connaissent désormais bien est couramment évalué à l'aune du système concentrationnaire nazi, au risque de confusions intellectuelles graves. Ainsi, la répression franquiste est vue comme une « pré-*Shoah* ». L'opération mémorielle a l'avantage d'inscrire ceux qui se réclament de la mémoire des réprimés du franquisme dans une chaîne événementielle qui consolide leur identité victimaire et présuppose leur supériorité morale sur le monde indifférencié des bourreaux, lesquels sont rejetés dans une inhumanité sans rachat possible. Pour ceux-là, il s'agit d'instituer l'idée qu'en dépit de la victoire militaire, les franquistes ont perdu la bataille sur un plan moral. Ainsi, l'Espagne n'est pas à l'abri des abus de la mémoire comme le rappela le cas d'Enric Marcó, le président de l'Association des déportés espagnols de Mauthausen qui s'avéra n'avoir jamais fréquenté les camps nazis. Aussi, comme le souligne Mercedes Yusta, le décalage existant entre une historiographie très nourrie et des récits mémoriels en noir et blanc condamne les Espagnols à vivre encore longtemps comme un peuple d'hallucinés par la mémoire.

Bibliographie

P. AGUILAR, *Memoria y olvido de la Guerra civil española*, Alianza, Madrid, 1996.

J. ARÓSTEGUI, & F. GODICHEAU, *Guerra civil : mito y memoria*, Marcial Pons/Casa de Velázquez, Madrid, 2006.

A. BEEVOR, *La Guerre d'Espagne*, Calmann-Lévy, Paris, 2006.

F. ESPINOSA, *Contra el olvido : Historia y memoria de la guerra civil*, Crítica, Barcelona, 2006.

F. GODICHEAU, *La Guerre d'Espagne : de la démocratie à la dictature*, Gallimard, Paris, 2006.

S. JULIÁ dir., *Víctimas de la guerra civil*, Temas de Hoy, Madrid, 1999.

P. PRESTON, *La Guerra civil española*, Debate, Madrid, 2006.

A. REIG TAPIA, *La Cruzada de 1936 : mito y memoria*, Alianza, Madrid, 2006.

E. TÉMIME, *La Guerre d'Espagne : Un événement traumatisme*, Complexe, Bruxelles, 1996.